

L'Arabie saoudite face au défi démocratique

Al Quds Al Arabi - Ash Sharq Al Awsat (Londres)
24-30 mars 2004

<http://www.alquds.co.uk/>

<http://www.aawsat.com/>

Le quotidien panarabe Al Quds Al Arabi, a consacré plusieurs de ses éditoriaux de la fin mars aux débats qui agitent l'Arabie Saoudite à propos des premières réformes démocratiques en cours dans ce pays. Des élections municipales partielles doivent s'y tenir cette année. Néanmoins, le Parlement national (Majlis Ach Choura) restera, jusqu'à nouvel ordre, nommé par le Roi Fahd. Les autorités saoudiennes ont également créé une association de défense des droits de l'homme, mais ont pratiquement dans le même temps incarcéré sept personnalités réformatrices qui demandaient, entre autres, la création d'une association indépendante.

Al Quds Al Arabi a relevé ces ambiguïtés dans plusieurs éditoriaux parus entre le 24 et le 30 mars, une période coïncidant avec l'ajournement du Sommet arabe de Tunis, décidé le 28 mars. L'absence annoncée du prince héritier Abdallah Ben Abdelaziz, partisan des réformes, était déjà un signe avant-coureur des difficultés qu'allait rencontrer ce Sommet. Une partie du programme devait précisément être consacrée aux réformes dans le monde arabe. A l'annonce du report du Sommet, Mohammad Ibrahim Al Huwlah, membre du Parlement saoudien (Majlis Ach Choura) exprimait ses regrets, estimant que « les pays arabes doivent réaliser qu'il est grand temps d'introduire des réformes politiques et sociales »... Selon M. Hulwah, « on espérait que les chefs d'Etat arabes réunis à Tunis tracent les lignes directrices des réformes, laissant à chacun des pays arabes le soin de les appliquer selon ses propres réalités » ...

Emanant d'une personnalité moyennement placée dans la hiérarchie saoudienne, le propos sonnait creux, alors que l'émir Sultan Ben Abdelaziz, ministre de la Défense et troisième personnalité du Royaume d'Arabie Saoudite venait de rejeter, dans une déclaration télévisée, des élections parlementaires nationales, craignant qu'elles « entraînent la victoire de candidats analphabètes et incapables » (...) « De la part d'une personnalité située à un très haut niveau de l'Etat saoudien, écrit Al Quds Al Arabi en date du 24 mars, le signal est négatif pour les membres de la société civile saoudienne qui placent la tenue d'élections législatives nationales au premier rang de leurs revendications. »

« Y a-t-il encore des incapables et des analphabètes en Arabie Saoudite ? Après les millions investis dans l'éducation, le peuple saoudien devrait être en mesure de juger de la capacité des candidats », ironisent l'éditorialiste du quotidien publié à Londres, rappelant que « toute expérience démocratique naissante connaît ses ratés... Même à envisager que des attardés, des corrompus ou des opportunistes occupent des sièges, la famille régnante devrait comprendre que c'est dans la persévérance et la continuité que des démocraties s'améliorent. » Evoquant un environnement arabe de démocraties naissantes mais imparfaites (Koweït, Oman, Qatar, Yémen), Al Quds Al Arabi juge que « le gouvernement saoudien ne peut plus se permettre de pratiquer un langage du 16e siècle pour des affaires concernant le 21e siècle... »

Le quotidien stigmatise l'arrestation de militants réformateurs et la création d'un organe fantoche de défense des droits de l'homme : « Le temps des nominations au Majlis Ach Choura, aux postes du comité de défense des droits de l'homme, appartient à une époque révolue. Ces arrestations accentuent les contradictions, car il ne faudra certainement pas compter sur cette fameuse association de défense des droits de l'homme cooptée par l'Etat saoudien pour

plaider les droits de ceux qui sont justement incarcérés pour avoir demandé la création d'organes indépendants ».

Une nouvelle charge est publiée le 26 mars : « Ces incarcérations révèlent la confusion actuelle du gouvernement car les détenus ne sont pas des islamistes d'Al Qaïda mais des libéraux modérés (...) Ceux qui demandent la fin de la corruption, la réforme de la justice et des organes constitutionnels élus, sont ceux qui renforcent l'unité nationale, préviennent l'explosion de violences dans le pays et le défendent face aux ingérences extérieures, surtout américaines. » Dans son édition du 30 mars, le quotidien se réjouit finalement de la libération «sans conditions» de quatre des opposants : « Le gouvernement saoudien a posé un précédent en hissant ces opposants, à leur insu, au rang de dirigeants populaires. Il faut espérer que les autorités saoudiennes tireront les leçons de l'écho donné à cette affaire où ils n'ont rien obtenu en échange. »

Mais l'impression demeure d'une Arabie Saoudite qui avance à tâtons sur la voie des réformes. Dans Ash Sharq Al Awsat, un autre quotidien arabe, Abdelrahman Rachid avouait, dans son éditorial du 30 mars, ne pas comprendre le désistement du prince héritier, quelques jours avant le Sommet de Tunis. Abdallah Ben Abdelaziz est pourtant l'un des instigateurs d'un projet de réforme politique élaboré avec l'Egypte et la Syrie. Peut-être voulait-il éviter d'avoir à commenter certains problèmes ?

Pierre Coopman